

Que s'est-il passé pendant la période de contrôle? Le Canada ne peut plus attirer les investissements des Canadiens ni ceux des étrangers. Nombre d'entre nous signalent des cas de Canadiens qui vont investir aux États-Unis, surtout dans le domaine de l'habitation. Peut-être ne peut-on pas blâmer directement le ministre des Finances (M. MacDonald) à ce sujet. Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Ouellet) se plaint d'un manque de logements au Canada, mais que se passe-t-il? Des entrepreneurs qui seraient prêts dans des circonstances normales à construire des logements pour les Canadiens s'en vont avec leurs capitaux et leurs connaissances aux États-Unis y construire des maisons pour les Américains.

L'article dit un peu plus loin:

S'ajoute à ces problèmes...

C'est-à-dire un déficit et une inflation chroniques.

... une crise politique, la plus profonde dans ses 110 années de confédération, qui ébranle l'unité du Canada jusque dans ses fondements. Les liens qui unissent les 12 provinces et territoires vastes et disparates sont mis à dure épreuve par la volonté du Québec francophone d'obtenir une plus grande autonomie politique et culturelle et les demandes d'autres provinces, surtout l'Alberta, en vue d'une plus grande décentralisation des pouvoirs de décision.

Nous pouvons imputer chacune de ces difficultés au gouvernement actuel, voire au premier ministre.

M. Johnston: Le colosse aux pieds d'argile.

M. Clarke: Depuis neuf ans que dure l'administration Trudeau nous avons vu naître la pire crise économique depuis des décennies, sinon depuis toujours, le pire taux de chômage de mémoire d'homme et notre pire querelle intestine en 110 ans. Je répète que ces difficultés sont imputables au gouvernement et à son chef, le premier ministre.

Hier soir, le ministre a dit qu'il avait réussi à juguler l'inflation, que sa progression était lente. Voici ce qu'il a déclaré, comme en témoigne la page 6766 du hansard:

... nous pouvons en revanche réglementer au pays les traitements et les salaires, et, dans le cas du secteur commercial, les marges accrues de bénéfices.

Bien sûr que nous le pouvons, mais le gouvernement n'a ni modifié, ni limité sa propre demande comme on l'eût souhaité. Je n'ai pas toutes les données pertinentes devant moi pour les années passées, mais je me souviens, selon le dernier tableau que j'ai vu, que les dépenses du gouvernement se sont accrues de 16 p. 100 d'une année à l'autre dans un cas au moins. Chaque année depuis quatre ou cinq ans, les dépenses du gouvernement ont augmenté au moins dans cette proportion. Certaines années, l'augmentation a même atteint 23 p. 100. Monsieur l'Orateur, il ne faut pas s'attendre à ce que les gens se restreignent de leur plein gré, freinent volontairement leurs augmentations de salaire ou leurs revendications salariales ou leurs bénéfices, si le gouvernement refuse de donner l'exemple. Il affirme bien qu'il le fait, mais il existe une façon de camoufler les chiffres, de faire croire qu'il prend des mesures à cet égard.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Si l'on vous écoutait, vous autres, il n'y aurait aucune restriction car vous réclamez un nouveau programme presque chaque jour.

M. Clarke: Monsieur l'Orateur, j'ai entendu les observations du député.

M. Baker (Grenville-Carleton): Telles quelles.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Telles quelles— cela s'applique aux propos du député.

Loi anti-inflation

M. Clarke: J'essaierai d'exposer quelques-unes des idées que l'opposition a suggérées en vue de régler les difficultés où nous nous trouvons.

Les gens voient que le gouvernement ne fait rien et se demandent ce que l'opposition a à offrir. Au cours des cinq dernières années que j'ai passées dans l'opposition, elle a beaucoup offert, même s'il lui était parfois difficile de se faire entendre. Nous avons parfois du mal à obtenir du gouvernement qu'il nous écoute ou fasse attention à nos bonnes idées. Il suffit seulement de se rappeler des idées proposées par l'ancien chef de l'opposition...

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Et que lui est-il arrivé?

M. Clarke: ... et combien de temps a-t-il fallu au gouvernement pour s'approprier cette idée et la déformer en lançant son programme dit de lutte contre l'inflation.

Hier soir, le ministre des Finances a déclaré dans son discours, comme en fait foi la même page du hansard:

... le salaire moyen s'est accru en 1976 de 10 p. 100, et l'indice des prix à la consommation cette année-là de 6,5 p. 100; donc, le salaire moyen du travailleur a augmenté de 3 à 4 p. 100 au cours de l'année.

Le ministre a également mentionné l'opinion publique et ce qu'elle pensait des contrôles. J'en conclus que, de toute évidence, le ministre n'a pas demandé au salarié moyen s'il pense que son augmentation moyenne de 10 p. 100 lui a permis de faire face à l'augmentation moyenne des prix de 6,5 p. 100. De toute évidence, les hausses de salaire ont diminué et le plafond imposé par le programme de contrôle du gouvernement a dû atteindre 10 p. 100. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Abbott) ont admis l'autre jour qu'une bonne partie de la réduction des coûts ou de la réduction de l'escalade des prix était imputable à la diminution du prix des aliments. Monsieur l'Orateur, les travailleurs n'ont jamais pu se rattraper, pas plus que les personnes à revenu fixe ou celles dont la pension est indexée n'ont pu rattraper les salaires versés récemment au Canada.

Hier, le ministre a déclaré que l'opinion publique ne réclamait pas la levée des contrôles. Il a dit, comme en fait foi la page 6767 du hansard:

Nous assistons au Canada à une hausse de la popularité des mesures de contrôle, en particulier chez ceux qui ne possèdent pas de force collective de négociation. C'est ce qui ressort des sondages ainsi que des contacts personnels que j'ai pu avoir et je sais que mes collègues ont senti la même chose dans leur circonscription et à travers tout le pays.

De toute évidence, le gouvernement n'avait pas le même auditoire que l'opposition...

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Comment le savez-vous? Vous n'avez pas parlé à vos électeurs.

M. Clarke: ... c'est-à-dire dans les circonscriptions, ferai-je remarquer au bruyant député d'en face. J'estime que la plupart des Canadiens veulent qu'on lève les contrôles. N'oublions pas que lors d'une conférence intéressante à Toronto, il y a environ un mois, le monde des affaires, les représentants des investisseurs et des travailleurs ont fait connaître leurs opinions sur le programme de contrôles. On peut douter que le programme de contrôle était honni de tous. Ce groupe était unanime à penser que l'on devrait mettre fin aux contrôles. Même le ministre des Finances a reconnu dans un moment de lucidité qu'il fallait en finir avec les contrôles. La question qui se pose est de déterminer quand et de quelle façon le faire.